

Art. 4. En application de l'article 9, § 2, alinéa premier, de l'arrêté sur la garantie, la valeur par société de crédit agréée est revue au cours de 2014 sur la base d'une décision de la Ministre flamande chargée du logement, après concertation avec le secteur des sociétés de crédit agréées en Flandre et en vue de l'affectation optimale des montants du crédit garantis.

Lors de la révision de la valeur par société de crédit agréée, il est tenu compte au minimum de la production théorique en 2014, où il est fait une différence par mois et une différence entre les actes notariés passés et les prêts pour lesquels un accord réciproque a été signé avec le prêteur, mais qui n'étaient pas encore passés par acte notarié.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 19 juin 2014.

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,
Freya VAN DEN BOSSCHE

Annexe I^{re}. Répartition de la garantie de la Région flamande sur les sociétés de crédit pour l'année 2014

Numéro d'agrément	Nom SCA	Tranche de 40.000.000 euros
1	Mijn Huis	800 000
2	KEMPISCHE HEERD (Kempens Woonkrediet)	1 060 000
3	ONESTO Kredietmaatschappij	8 190 000
4	SOCIALE KREDIETMAATSCHAPPIJ SOCIAAL WOONKREDIET VOOR VLAANDEREN	3 090 000
5	Elk Zijn Huis	2 730 000
7	KLEIN EIGENAARSKREDIET	340 000
10	ZONNIGE WOONST	840 000
11	WEST-VLAAMS WOONKREDIET	1 350 000
16	De Meiboom – Voor Ons Volk	1 490 000
22	Kredietmaatschappij Onze Thuis	1 850 000
23	INDOMI	1 420 000
24	LANDWAARTS SOCIAAL WOONKREDIET	3 330 000
26	Vennootschap voor Sociaal Woonkrediet EIGEN HUIS	1 520 000
30	ONS EIGEN HUIS	1 060 000
33	EIGEN HEERD IS GOUD WEERD	1 100 000
40	DEMER EN DIJLE	2 600 000
46	De Toren	1 970 000
47	KREDIET VOOR SOCIALE WONINGEN	2 140 000

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 19 juin 2014 relatif à la répartition de la Garantie de la Région accordée pendant la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014 aux sociétés de crédits agréées pour le remboursement du capital et des intérêts des crédits destinés au financement de prêts sociaux.

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,
Freya VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29409]

22 JUILLET 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;

2° « Loi » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

3° « Décret » : le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Rudy Demotte, Ministre-Président, est compétent pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement;

3° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;

4° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du collège des procureurs généraux, telles que visées à l'article 11^{bis} de la loi;

5° la coordination des dossiers relatifs aux fonds structurels européens, de leur mise en œuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales;

6° l'évaluation, la prospective et la statistique;

7° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale;

8° les hôpitaux universitaires, tels que visés à l'article 3, 6°, a), du décret, et les conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires, telles que visées à l'article 3, 6°, b), du décret;

9° l'Académie royale de Médecine, telle que visée à l'article 3, 6°, c), du décret;

10° l'agrément et le contingentement des professions des soins de santé;

11° la Société scientifique de médecine générale;

12° la coordination de la politique du Gouvernement relative à la réalisation des droits de l'enfant.

Art. 3. Joëlle Milquet, Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance, est compétente pour :

1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la Constitution, à l'exception de l'enseignement de promotion sociale, en ce compris :

a. l'enseignement fondamental;

b. l'enseignement secondaire;

c. la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi à l'exception des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance;

d. la reconversion et le recyclage professionnels;

e. l'enseignement artistique à horaires réduits;

f. l'enseignement artistique de niveau secondaire;

g. l'inspection de l'enseignement;

h. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;

i. la formation postscolaire et parascolaire, telle que visée à l'article 4, 12°, du décret;

j. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire, à l'exception de l'enseignement supérieur;

k. la formation intellectuelle, morale et sociale, telle que visée à l'article 4, 14°, du décret;

l. les centres psycho-médico-sociaux;

m. l'enseignement spécialisé;

n. les écoles européennes;

o. l'orientation scolaire;

p. le pilotage interrégionaux;

2° les matières culturelles, telles que visées à l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, de la loi, en ce compris le cinéma;

3° le contrôle des films, en vue de l'accès des mineurs aux salles de spectacle cinématographique, tel que visé à l'article 5, V, de la loi;

4° la politique de santé qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 6°, f), du décret;

5° l'aide aux personnes qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 7°, a), du décret;

6° les centres de vacances, pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4, 7°, 12°, 14°, et 5 de la loi, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

7° les activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants, tels que visés à l'article 3, 6°, e), du décret;

8° l'accueil de l'enfance;

9° L'Office de la naissance et de l'enfance;

10° les bâtiments scolaires.

Art. 4. Jean-Claude Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, est compétent pour :

1° l'enseignement supérieur, en ce compris :

a. l'enseignement universitaire;

b. l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;

c. l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;

d. les statuts du personnel de l'enseignement supérieur;

2° les allocations et prêts d'études;

3° les aspects de contenu et techniques des services de médias audiovisuels et sonores, tels que visés à l'article 4, 6°, de la loi, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;

4° le soutien à la presse écrite, tel que visé à l'article 4, 6°bis, de la loi;

5° la recherche scientifique, en ce compris l'encouragement à la formation des chercheurs tel que visé à l'article 4, 2°, de la loi;

6° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et au F.R.I.A.;

7° l'Académie royale des Sciences.

Art. 5. Rachid Madrane, Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, est compétent pour :

1° l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, b) à f), du décret;

2° l'organisation, le fonctionnement et les missions des maisons de justice et du service compétent pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, tels que visés à l'article 5, III, de la loi;

3° le financement des infrastructures touristiques sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° la promotion de Bruxelles au niveau national et international;

5° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. René Collin, Ministre des Sports, est compétent pour :

1° l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, tels que visés à l'article 4, 9°, de la loi;

2° le contrôle médico-sportif, tel que visé à l'article 3, 6°, g), du décret.

Art. 7. André Flahaut, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, est compétent pour :

1° le budget, les finances et la trésorerie;

2° la fonction publique et l'administration;

3° la simplification administrative;

4° l'e-gouvernement et l'informatique administrative;

5° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière;

6° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6quinquies de la loi.

Art. 8. Isabelle Simonis, Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances, est compétente pour :

1° l'enseignement de promotion sociale;

2° la politique de la jeunesse, telle que visée à l'article 4, 7°, de la loi;

3° les statuts des personnels de promotion sociale;

4° les droits des femmes;

5° l'égalité des chances et l'interculturalité;

6° l'enseignement à distance.

Art. 9. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont cosignés par les Ministres responsables.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 11. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2013 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 14. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 22 juillet 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la Tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes
et de l'Egalité des Chances,
Mme I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29409]

22 JULI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° "Minister" : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "Wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "Decreet" : het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen.

Art. 2. Rudy Demotte, Minister-President, is bevoegd voor :

1° de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;

2° de intra-Belgische betrekkingen, met inbegrip van het aanhangig maken van conflicten bij het Overlegcomité Federale Regering - Regering van de Gemeenschappen en Gewesten, de werking van de instellingen, en de betrekkingen met het Parlement;

3° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, en de ontwikkelings samenwerking zoals bedoeld in artikel 6 ter van de wet;

4° het verzoek om vervolgingen te bevelen, de deelneming aan de uitwerking van de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal, zoals bedoeld in artikel 11 bis van de wet;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Europese structuurfondsen, de toepassing en de evaluatie ervan, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestinstellingen;

6° de evaluatie, de prospectie en de statistiek;

7° de verdeling van de middelen uit de Nationale Loterij;

8° de universitaire ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, a), van het decreet, en de revalidatieovereenkomsten die met de universitaire ziekenhuizen worden gesloten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, b), van het decreet;

9° de "Académie royale de Médecine", zoals bedoeld in artikel 3, 6°, c), van het decreet;

10° de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

11° de "Société scientifique de médecine générale";

12° de coördinatie van het regeringsbeleid betreffende de verwezenlijking van de rechten van het kind.

Art. 3. Joëlle Milquet, Vice-President en Minister van Onderwijs, van Cultuur en Kind, is bevoegd voor :

1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met uitzondering van het onderwijs voor sociale promotie, met inbegrip van :

a. het basisonderwijs;

b. het secundair onderwijs;

c. de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de wet, met uitzondering van de opdrachten toevertrouwd aan de "Office de la naissance et de l'enfance";

d. de beroepsomscholing en -bijscholing;

e. het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

f. het kunstonderwijs van het secundair niveau;

g. de inspectie van het onderwijs;

h. de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatie;

i. de post- en parascolaire vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 12°, van het decreet;

j. de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs, met uitzondering van het personeel van het hoger onderwijs;

k. de intellectuele, morele en sociale vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 14°, van het decreet;

l. de psycho-medisch-sociale centra;

m. het gespecialiseerd onderwijs;

n. de Europese scholen;

o. de schooloriëntatie;

p. de netoverschrijdende sturing;

2° de culturele aangelegenheden, zoals bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, van de wet, met inbegrip van de filmsector;

3° de filmkeuring, met het oog op de toegang van minderjarigen tot bioscoopzalen, zoals bedoeld in artikel 5, V, van de wet;

4° het gezondheidsbeleid, dat behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, f), van het decreet;

5° de bijstand aan personen, die behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, a) van het decreet;

6° de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4, 7°, 12°, 14°, en 5 van de wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering ervan aangenomen decreten;

7° de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde, bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, e), van het decreet;

8° de kinderopvang;

9° de "Office de la naissance et de l'enfance";

10° de schoolgebouwen.

Art. 4. Jean-Claude Marcourt, Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media, is bevoegd voor :

1° het hoger onderwijs, met inbegrip van :

a. het universitair onderwijs,

b. het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;

c. het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;

d. de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;

2° de studietoelagen en -leningen;

3° de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de auditieve mediadiensten, zoals bedoeld in artikel 4, 6° van de wet, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de federale regering;

4° de hulp aan de geschreven pers, zoals bedoeld in artikel 4, 6° bis, van de wet;

5° het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van de aanmoediging van de vorming van navorsers, zoals bedoeld in artikel 4, 2°, van de wet;

6° de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

7° de "Académie royale des Sciences".

Art. 5. Rachid Madrane, Minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, is bevoegd voor :

1° de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, b) tot f) van het decreet;

2° de organisatie, de werking en de opdrachten van de justitiehuisen en van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht verzekert, zoals bedoeld in artikel 5, III, van de wet;

3° de financiering van de toeristische infrastructuur op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

4° de promotie van Brussel op nationaal en internationaal niveau;

5° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 6. René Collin, Minister van Sport, is bevoegd voor :

1° de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens, zoals bedoeld in artikel 4, 9°, van de wet;

2° de sportmedische keuring, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, g) van het decreet.

Art. 7. André Flahaut, Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging, is bevoegd voor :

1° de begroting, de financiën en de thesaurie;

2° de ambtenarenzaken en het bestuur;

3° de administratieve vereenvoudiging;

4° het e-government en de administratieve informatica;

5° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende zaken;

6° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6*quinquies* van de wet.

Art. 8. Isabelle Simonis, Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen, is bevoegd voor :

1° het onderwijs voor sociale promotie;

2° het jeugdbeleid, zoals bedoeld in artikel 4, 7° van de wet;

3° de statuten van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

4° de rechten van de vrouw;

5° de gelijke kansen en de interculturaliteit;

6° het afstandsonderwijs.

Art. 9. De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister bevoegd voor de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of het besluit betrekking heeft.

De besluiten en beslissingen van de Regering, voor de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake het statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de verantwoordelijke Ministers.

Art. 10. Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van een minister, kan deze de Minister aanwijzen die ertoe wordt gemachtigd in zijn naam en voor zijn rekening te ondertekenen.

Art. 11. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 14. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 juli 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, van Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204940]

9 MAI 2014. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02 et 03 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, notamment l'article 26;

Vu le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, notamment l'article 21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2014;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement de liquidation à l'article de base 74.04 du programme 02 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, afin de pallier à l'insuffisance de crédits d'engagement et de liquidation sur cet article de base,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 22 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 22 milliers d'EUR sont transférés du programme 03 de la division organique 15 au programme 02 de la même division organique.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants des programmes 02 et 03 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 est modifiée comme suit :

(en milliers d'euros)

Article de base	Crédit initial		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 15 74.04.02	387	387	+ 22	+ 22	409	409
DO 15 12.02.03	1.687	1.687	- 22	- 22	1.665	1.665

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Art. 4. Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mai 2014.

A. ANTOINE
C. DI ANTONIO